

Déclaration commune en faveur d'un moratoire sur toutes les activités pétrolières dans l'ensemble de la région des Virunga

Les soussignés appellent l'UNESCO et les gouvernements de l'Ouganda et de la République démocratique du Congo (RDC)ⁱ à conclure un accord visant à empêcher toute exploration et extraction pétrolières ou activités connexes dans la région des Virunga prise au sens large. Cet accord s'avère crucial pour préserver l'intégrité du site des Virunga, classé au Patrimoine mondial de l'UNESCO, et il devrait concerner les parcs nationaux des Virunga et Queen Elizabeth, ainsi que toute la superficie du Lac Édouard. Dans le cadre de l'accord, tous les permis d'exploration en vigueur dans cette zone, ainsi que tout projet visant à en octroyer de nouveaux, devraient être annulés. Plus précisément, le gouvernement ougandais devrait retirer le bloc pétrolier *Ngaji* du processus actuel de délivrance de licences d'exploration, avec effet immédiat. Le gouvernement congolais devrait, pour sa part, s'abstenir d'octroyer toute nouvelle licence, ou transfert de licence, dans le Parc national des Virunga ou de chercher à redessiner les limites dudit parc dans le but d'autoriser des activités pétrolières dans cette région.

L'année dernière, SOCO International a procédé à une prospection sismique dans le Lac Édouard, à l'intérieur du Parc national des Virunga, mais la firme n'a pas encore publié les résultats de cette exploration. Face à l'opposition locale généralisée et à l'énorme vague de protestations internationales qu'elle a suscitées, SOCO International s'est engagée à cesser toute activité dans son bloc pétrolier à l'intérieur des Virunga et la firme a annoncé depuis lors qu'elle n'était plus titulaire de la licence, sans toutefois fournir de précisions supplémentaires.

Le Parc national des Virunga est inscrit au Patrimoine mondial de l'UNESCO en raison de sa « *valeur universelle exceptionnelle* », notamment « *une grande diversité des habitats* » et « *une biodiversité exceptionnelle, notamment des espèces endémiques et des espèces rares et mondialement menacées comme le gorille de montagne* ». Quelque 200 000 pêcheurs et habitants de cette zone dépendent du lac qui leur fournit leurs moyens de subsistance et constitue une source précieuse de protéines. Toute activité pétrolière dans cette région risquerait de causer des dommages importants au lac et à l'ensemble de l'écosystème, portant gravement préjudice aux populations et aux animaux qui en dépendent. Le forage, la construction de routes, l'augmentation de la population ou la pollution de l'eau sont autant de facteurs susceptibles d'avoir des incidences négatives.

Les soussignés notent avec inquiétude que le gouvernement ougandais entend attribuer, début 2016, une nouvelle licence d'exploration pétrolière pour le bloc *Ngaji* qui couvre le côté ougandais du Lac Édouard, ainsi que des parties du Parc national Queen Elizabeth. Cette zone est limitrophe du site des Virunga classé au patrimoine mondial et partage le même écosystème. Autoriser le forage pétrolier revient à mettre en péril la région et est incompatible avec le statut de site inscrit au patrimoine mondial de l'UNESCO que les deux gouvernements concernés ont l'obligation de protéger aux termes de la Convention concernant la protection du patrimoine mondial de l'UNESCO.ⁱⁱ Compte tenu du potentiel touristique que présente la région, et du fait que le pétrole ougandais est loin d'être commercialement viable aux prix actuels du pétrole sur les marchés internationaux, la région des Virunga prise au sens large pourrait rapporter bien davantage aux deux pays en tant que zone de beauté naturelle exceptionnelle et de source de services écosystémiques qu'en tant que terrain de prospection pétrolière.

Le Parc national Queen Elizabeth, à l'origine d'un tiers de toutes les visites enregistrées dans les parcs nationaux ougandais, est une attraction importante pour les touristes internationaux qui contribuent à environ 8% du PIB de l'Ouganda – pourcentage comparable à celui de l'ensemble du secteur pétrolier de ce pays. L'exploration pétrolière dans le parc risque d'entraîner une diminution significative du nombre de visiteurs dans ce qui constitue un marché réputé instable et concurrentiel au niveau international. Le gouvernement ougandais a déjà autorisé des activités pétrolières dans le Parc national de Murchison Falls mais il ne connaît pas à ce jour les incidences que cette décision aura sur le tourisme, l'environnement ou la population locale car la production n'a pas encore démarré. L'[Alliance Virunga](#) a proposé un modèle économique alternatif et durable pour la région des Virunga qui ne repose pas sur le pétrole.

Compte tenu de la valeur universelle exceptionnelle de l'ensemble de la région des Virunga, nous demandons instamment à l'UNESCO et aux gouvernements ougandais et congolais d'empêcher toute exploration et extraction pétrolières ou activités connexes dans les parcs nationaux des Virunga et Queen Elizabeth et dans le Lac Édouard, et d'annuler tout octroi de licence pétrolière dans la région pour une durée indéterminée.

ⁱ Bien que les zones qui suscitent des préoccupations immédiates, telles que décrites dans la présente communication, se situent en Ouganda et en RDC, nous souhaiterions et recommandons d'inclure le Rwanda dans la négociation de cet accord étant donné qu'il partage également des frontières communes avec le site des Virunga classé au patrimoine mondial à l'intérieur de la région des Virunga prise au sens large.

ⁱⁱ Voir par exemple la Décision 37Com 7(III) para 8 du Comité du patrimoine mondial qui dispose ce qui suit : *Note avec inquiétude l'impact croissant des activités de l'industrie d'extraction sur les biens du patrimoine mondial, et prie instamment tous les États parties à la Convention et les principaux chefs de file de l'industrie de respecter le principe de « zones interdites », en ne permettant aucune activité d'extraction sur le territoire de biens du patrimoine mondial et en faisant tout leur possible pour garantir que les compagnies d'extraction implantées sur leur territoire ne causent aucun dommage aux biens du patrimoine mondial, conformément à l'Article 6 de la Convention.*



Signataires

ACADHOSHA	Descartes Mponge Malasi
Action Coalition for Climate Change	Enock Nimpamya
Advocates Coalition for Development and Environment (ACODE)	Dr. Arthur Bainomugisha
Advocates for Natural Resource Governance and Development (ANARDE)	Frank Tumusiime
Africa Institute for Energy Governance (AFIEGO)	Dickens Kamugisha
African Wildlife Foundation	Kaddu Sebunya - President
Association Pour Le Developpement Des Initives Paysannes	Janvier Murairi
Asyanut Safaris	Babra Adoso Vanhelleputte
Australian Rainforest Conservation Society	Dr Aila Keto. AO - President
Biosphere Expeditions	Dr. Matthias Hammer - Executive Director
Bob Brown Foundation	Jenny Weber
Buliisa Initiative for Rural Development Organisation (BIRUDO)	Paolyel MP Onencan
Civic Response On Environment & Development (CRED)	Bashir Twesigye - Executive Director
CJDH-RDC	Fortunat Maronga
Community Development and Conservation Agency (CODECA)	Asiku Micah
Conservation Action Trust	Francis Garrard - Director
CREDDHO	Semakuba Corneille
Deep Green Resistance	Derrick Jensen
Earthsight	Sam Lawson
Earthworks	Jennifer Krill
Ecological Christian Organisation (ECO Uganda)	Charles Kabiswa
eCountability	Bill Butcher- Director
Elephants Alive	Marlene McCay - Founder and Chairperson
EST	Jean Marie Mangaya
Fauna & Flora International	Mark Rose - Chief Executive Officer
FECOPEILE	Josué Mukura
Frankfurt Zoological Society	Dr Christof Schenck - CEO
Gaia Foundation	Liz Hosken
Global Rights Alert	Winnie Ngabiirwe
Global Witness	Patrick Alley - Founder
Greenpeace	Victorine Sirri Che Thöner
Greenwatch	Irene Ssekyana
IDPE	Bantu LUKAMBO
Jeunesse du Monde République Démocratique du Congo	Mr Tibère Kajemba Dunia
Lake Albert Biodiversity Conservation Alert (LABCA)	Mugume Michael
Matoke Tours	Willem Johannes Kok - Managing director
Mid-western region Centre for Democracy & human rights (MICOUD)	Lawrence Kangula
Mutanda Lake Resort	Willem Johannes Kok - Managing director
Nature Uganda	Archilles Byaruhanga
New Eden Christian Foundation	Canon Baluku

New Progressive Alliance	Ed Griffith
Pro-Biodiversity Conservationists in Uganda (PROBICOU)	Robert Tumwesigye
Rainforest Action Network	Lindsey Allen - Executive Director
Rainforest Foundation Norway	Lars Løvold - Director
Rainforest Foundation UK	Simon Counsell
RCGW	Kisuba Muliro Rousseau
Real Agency for Community Development(RACD)	Banturaki Benard
Road Free	Kriton Arsenis - Founder
Save the Elephants	Iain Douglas-Hamilton - Founder & CEO
Save Virunga	Save Virunga Team
SEA DRC	Paul Kasereka
SORADEC	Espoir Shekihumi
South Western Institute for Policy & Advocacy (SOWIPA)	Ben Tumwesigye
SVAN	Mme Masika Tulinabo
Synchronicity Earth	Laura Miller - CEO
The Wild Foundation	Vance G. Martin
Transparency International Uganda	Peter Wandera
UECN	Jonas Pandasi
UFAREP	Janvier Kaikolo
Voluntary Initiative Support Organisation (VISO)	Daniel Abowe
Water Governance Institute	Henry M Bazira
World Heritage International	Tony Sadownichik - Chair of Board of Directors
Zevin Asset Management	Sonia Kowal
ZSL	Jonathan Baillie - Conservation Programmes Director